



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3081 - JEUDI 30 NOVEMBRE 2017

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Plus de report d'élections en RDC à l'horizon 2018



Des membres du conseil de sécurité lors d'une séance de travail à Kinshasa.

L'instance onusienne a demandé, dans un communiqué publié mardi, aux dirigeants congolais de prendre rapidement les mesures adéquates pour que le nouveau calendrier électoral soit respecté et qu'un budget crédible pour les élections soit publié en urgence.

Pour le Conseil, tout devra être fait dorénavant pour que les élections ne soient plus reportées une fois de plus afin de permettre au pays de négocier son premier transfert pacifique du pouvoir. Les quinze membres du Conseil de sécurité ont, par ailleurs, plai-

dé pour la mise en œuvre efficace et rapide de l'Accord du 31 décembre 2016 à leurs yeux « essentielle pour un processus électoral crédible, la paix et la stabilité de la RDC, ainsi que pour soutenir la légitimité des institutions de transition ».

Page 3

MANIFESTATION DU 30 NOVEMBRE

Patrouilles et contrôle des véhicules s'intensifient à Kinshasa



Des éléments de la police nationale congolaise

Pour les responsables de la police, il s'agit d'une mesure générale de sécurité prise avant les fêtes de fin d'année afin non seulement de décourager les criminels et autres délinquants très en verve en cette période mais aussi d'apporter une sécurité tout azimut à la population. Mais pour une certaine opinion, ceci n'est qu'un vilain pré-

texte. La vraie motivation est de dissuader, par le déploiement des éléments de police sur fond d'intimidation, l'opposition radicale qui projette une manifestation ce 30 novembre pour appeler au départ du président Joseph Kabila.

Page 3

DIVISION 1/PHASE DES POULES

DCMP domine Molunge, V.Club bat Nord Sport

Le week-end a été riche en rencontres de la 23e édition du championnat national de football dans les trois zones de développement (ouest, centre-sud et est). La lutte est déjà âpre entre V.Club, Daring Club Motema Pembe (DCMP) et Renaissance du Congo dans la zone ouest pour la qualification au play-off de la présente édition du championnat d'élite.

En troisième journée, DCMP a empoché son neuvième point au terme de sa victoire sur Molunge (2-0). V.Club compte six points en trois sorties et joue son prochain match le 3 décembre contre Renaissance qui a déjà grappillé neuf points en trois sorties.

Page 5

LIVRE

« Les souvenirs du dernier ambassadeur de Mobutu à Bruxelles » disponibles à Kinshasa

PERSONA NON GRATA



RÉVÉLATIONS DU DERNIER AMBASSADEUR DE MOBUTU À BRUXELLES

La couverture du livre

L'ouvrage de l'ancien chef de la mission diplomatique du Zaïre en Belgique, Jean-Pierre Kimbulu Moyanso wa Lokwa, est depuis hier dans les rayons des librairies Paulines, sœurs filles de Saint-Paul. L'auteur s'étend sur l'épisode des relations tumultueuses entre le Zaïre et la Belgique. *Persona non grata : les souvenirs du dernier ambassa-*

teur de Mobutu a été présenté au cours d'une conférence de presse animée le 28 novembre en fin de matinée au Centre Wallonie-Bruxelles. Edité par la Fondation Telema, l'ouvrage garde toute son importance pour avoir été écrit par l'un des témoins et acteur privilégié du pouvoir de Mobutu.

Page 4

ÉDITORIAL

Afrique-Europe

Quatre-vingt-trois Etats réunis pendant deux jours au bord de la lagune Ebrié, à Abidjan, pour parler du devenir des relations entre l'Afrique et l'Europe, voilà un évènement politico-diplomatique qui ne manque ni d'intérêt ni de panache : ni d'intérêt parce qu'au cœur de cette rencontre entre chefs d'Etat figurent les questions stratégiques dont la solution conforterait la paix sur notre continent ; ni de panache car ce sommet donne l'occasion à de nombreux dirigeants des deux bords d'affirmer leur présence sur la scène mondiale comme on l'a vu ces derniers jours avec le nouveau président français, Emmanuel Macron.

Que sortira-t-il donc au final de cette grand-messe célébrée dans la capitale de la Côte d'Ivoire ? Sans doute guère d'actes concrets étant donné le peu de temps qui lui est donné - deux jours à peine - et l'ampleur des problèmes qui perturbent les relations présentes entre l'Afrique et l'Europe, à commencer par celui des migrations sauvages et des drames humains qu'elles provoquent. Mais peut-être des engagements de principe qui, à terme plus ou moins rapproché, pourraient changer radicalement les liens historiques unissant les deux continents.

Il semble, en effet, que la question migratoire, la montée des tensions entre les grandes puissances de l'hémisphère nord - Chine, Etats-Unis, Russie -, l'émergence de l'Afrique dans le domaine économique conduisent, d'une part, les dirigeants européens à réviser leur vision du monde et, d'autre part, amènent les dirigeants africains eux-mêmes à considérer leurs homologues européens comme des partenaires plus sûrs, plus fiables que par le passé. Certes rien n'est encore joué sur ce nouveau terrain et l'on doit par conséquent se garder de prendre pour argent comptant les nobles propos tenus ces dernières heures à Abidjan, mais il n'est pas impossible que la donne soit en train de changer sur la table du jeu diplomatique.

Ce que l'on peut en tout cas tenir d'ores et déjà pour acquis c'est bien que la vision fautive, décalée, d'une Afrique vouée pour longtemps encore à la misère et à la violence disparaît des écrans. Et que, de ce fait, le Sommet Afrique -Europe dont nous vivons aujourd'hui les dernières heures s'inscrit demain dans l'Histoire comme un tournant majeur. Reconnaissions-le, ce n'est tout de même pas rien !

Les Dépêches de Brazzaville

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Création d'un groupe consultatif pour la jeunesse

La structure, a dit le président de l'institution bancaire, Akinwumi Adesina, est destinée à proposer des idées et des solutions innovantes pour créer vingt-cinq millions d'emplois au cours des dix prochaines années, en faveur de cinquante millions de jeunes, en leur donnant les compétences nécessaires pour obtenir des emplois décentes et pérennes.

Akinwumi Adesina a lancé le PYAG (Presidential youth advisory group), le 27 novembre, en marge du 6e Forum des affaires Union européenne-Afrique à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Ce groupe consultatif, qui travaillera en étroite collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD), compte neuf membres, tous âgés de moins de 40 ans. Selon la BAD, ces personnes ont contribué de manière significative à la création d'opportunités d'emploi pour la jeunesse africaine.

La présidence du PYAG est confiée à Oute Ashish Thakkar, de nationalité ougandaise et PDG-fondateur du Groupe Mara. Les autres membres sont: Uzodinma Iweala, auteur primé du Nigeria ; le Camerounais Mamadou Touré, PDG-fondateur d'Africa 2.0 / Ubuntu Capital ; la Tchadienne Vanessa Mungar, directrice du développement humain et social à la BAD et membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique du président français, Emmanuel Macron ; Francine Muyumba de la République démocratique du Congo (RDC), présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse ; l'Américain Jeremy Johnson, co-fondateur de la start up Andela ; la Rwandaise Clarisse Iribagiza, PDG de Heh ; la Nigérienne Ada Osakwe, PDG d'Agrolay Ventures ; et la Zambienne Monica Musonda, PDG de



Le président de la BAD et quelques membres du groupe consultatif, lors de sa présentation

Java Foods.

« C'est une opportunité énorme pour l'Afrique. Si nous réglons le problème du chômage des jeunes, l'Afrique gagnera 10 à 20 % de croissance annuelle. Ce qui signifie que le PIB de l'Afrique augmentera de cinq cents milliards de dollars par an durant les trente prochaines années. Le revenu par habitant augmentera, quant à lui, de 55 % par an jusqu'en 2050 », a déclaré Akinwumi Adesina, lors de la présentation du groupe.

Résorber le déficit d'emplois des jeunes

Selon le président de la BAD, sur les treize millions de jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail, seuls trois millions (environ 33 % de jeunes africains) occupent un emploi salarié décent. Les autres demeurent sous-employés ou ont un emploi précaire. Si rien n'est fait, a-t-il prévenu, le déficit d'emplois (plus de huit millions par an) va aller en s'aggravant, car le nombre de jeunes en Afrique devrait doubler pour atteindre plus de 800 millions dans les prochaines décennies. Expliquant les motivations qui ont conduit à la mise sur pied du Groupe consultatif présidentiel de la jeunesse, Akinwumi Adesina a déclaré être conscient de l'énergie, la créati-

vité, l'innovation et l'excellence entrepreneuriale phénoménales qu'offrent beaucoup de jeunes africains. C'est pour cette raison, a-t-il expliqué, que la BAD tient à être conseillée par des jeunes d'avant-garde sur ses politiques, ses actions et programmes en faveur de la jeunesse d'Afrique.

Pour sa part, Ashish Thakkar, PDG du groupe Mara et président du PYAG, a déclaré que les enjeux sont énormes, mais qu'ils sont déterminés à remplir cette mission qui est de créer des entreprises de jeunes florissantes qui génèrent une forte valeur ajoutée. « Nous nous attellerons également à aider à concrétiser les High 5 de la Banque africaine de développement et les objectifs de développement durable. Nous venons de boucler notre programme de travail pour l'année prochaine et nous sommes déjà sur le pied de guerre. Avec ce groupe formidable de jeunes provenant d'horizons différents, nous espérons même dépasser l'objectif qu'a la Banque africaine de développement de créer vingt-cinq millions d'emplois et doter cinquante millions de jeunes des compétences adéquates. Il est temps de changer le discours sur la jeunesse d'Afrique », a-t-il fait savoir.

Patrick Ndungidi

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :
Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions :
Clotilde Ibara
Secrétaire des rédactions adjoint :
Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Dou-niama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampou-

la (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

iCoordonnateur Général : Rachyld Badila
Coordonnateur Adjoint du suivi des Services Généraux : Jules César Olebi
Chef de section électricité et froid :
Siméon Ntsayouolo
Chef de section transport: Jean Bruno Ndokagnia
Assistante : Sylvia Addhas
DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)
Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émile Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MANIFESTATION DU 30 NOVEMBRE

La ville de Kinshasa en danger

Les partis politiques membres du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement (Rassop) tiennent à la marche prévue ce jeudi alors que le gouverneur de la ville, qui a été informé par l'une des formations politiques membres de cette plate-forme, a réservé une fin de non-recevoir à cette requête, notant que les forces de police de la ville ne seront pas capables d'encadrer cette activité. Ce qui présage une confrontation entre la police, qui voudrait empêcher l'activité, et les manifestants.

Ce 30 novembre risque de ressembler à des précédentes journées au cours desquelles l'opposition a tenu à manifester dans la rue mais qui ont été caractérisées par des confrontations entre les forces de l'ordre et les manifestants.

Alors que le gouverneur de la ville province de Kinshasa, André Kimbuta Yango, n'a pas pris acte de la déclaration de manifestation du Rassop portée par l'un de ses partis membres, l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) de Martin Fayulu, l'opposition congolaise confirme sa marche dite pacifique.

L'information qui passe par les réseaux sociaux ainsi que des tracts



Des pneus brûlés lors des manifestations dans les rues de Kinshasa/photos des tiers

annonce, en effet, que le Rassop a maintenu sa marche prévue sur toute l'étendue du territoire national. Pour Kinshasa, les organisateurs ont indiqué que cette activité sera lancée dans les différents quartiers de la ville et aura comme point de chute le terrain situé en face du stade des Martyrs où il est prévu une réunion publique.

Risque de confrontation entre les manifestants et la police

Dans leurs messages de sensibilisation à cette action, les partis

membres du Rassop continuent à appeler la population congolaise à sortir, le 30 novembre, dans la rue et de rejoindre le lieu de rassemblement qui est le terrain situé entre le boulevard Triomphal et l'avenue Enseignement, en face du stade. Pourtant, dans sa réponse à la lettre d'information de l'Ecidé, le gouverneur de la ville-province a indiqué : « À ce sujet, tenant compte de la multiplicité des points de départ, à savoir près de 354 quartiers communaux, et de la durée de la marche, de 7 h à 17 h, soit dix

heures de marche, les services de la police/ville de Kinshasa ne seront pas en mesure de réserver un encadrement efficace à votre activité. À cela s'ajoute la possibilité de croisement des itinéraires avec les marches d'autres formations politiques sollicitées à la même date. »

Dans sa conclusion, le maire de la capitale congolaise, qui a dit qu'il ne pouvait pas exposer la ville à des risques de confrontation, a clairement avoué qu'il ne pouvait pas non plus prendre acte de cette déclaration de manifes-

tation du Rassop. Il a appelé les responsables de la police et les bourgmestres des communes à faire respecter cette décision. Les forces de l'ordre seront donc là pour empêcher l'opposition à réaliser son dessein. Cela signifie également qu'une confrontation avec les manifestants et ces forces de l'ordre est prévisible, compte tenu de la témérité de ces partis politiques à tenir cette activité. Ce qui fait dire à plusieurs Kinsois que l'on risque de connaître ce que l'on a toujours connu à pareilles circonstances. Déjà, craignant le pire, certaines chancelleries établies à Kinshasa ont averti les ressortissants de leurs pays respectifs sur le danger que présente cette manifestation du 30 novembre. « Même les manifestations destinées à être pacifiques peuvent devenir conflictuelles ou dégénérer en violence », a averti l'ambassade américaine, dans un message adressé aux citoyens des États-Unis vivant en RDC. Ces derniers sont, en outre, appelés à réduire leurs mouvements au maximum, à décaler leurs voyages prévus en ce jour ou à éviter carrément les itinéraires visés par cette marche.

Lucien Dianzenza

ELECTIONS EN RDC

Le Conseil de sécurité ne souhaite plus de report

L'instance onusienne a demandé aux dirigeants congolais de prendre rapidement les mesures adéquates pour que le nouveau calendrier soit respecté et qu'un budget crédible pour les scrutins soit publié en urgence.

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU suivent de près la situation sociopolitique en République démocratique du Congo (RDC). Ils ont publié, le 28 novembre, un communiqué dans lequel ils livrent leur vision en rapport avec l'enjeu électoral caractérisé par la récente publication par la Céni du calendrier électoral. Ils se sont félicités d'un tel dénouement qui fait suite à une série de communiqués rendus publics à l'époque, pour exiger la publication en temps voulu d'un chronogramme crédible et consensuel, conformément à l'Accord politique du 31 décembre 2016. Ce qui, aujourd'hui, est chose faite. Pour l'heure, il est question de respecter et de veiller à l'application de ce calendrier par la prise des mesures adéquates.

Pour cette instance, tout devra être fait dorénavant pour que les élections ne soient plus reportées une fois de plus comme c'était le cas en 2016 et, aujourd'hui, en 2017. Selon le Conseil de sécurité, l'échéance du 23 décembre

2018, fixée par la Céni pour l'organisation des législatives, provinciales et de la présidentielle, devra être tenue pour permettre au pays de négocier son premier transfert pacifique du pouvoir. Tout en soulignant l'importance cruciale de veiller à ce que les scrutins se tiennent effectivement à cette date, les quinze membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé « qu'une mise en œuvre efficace et rapide de l'Accord du 31 décembre 2016 est essentielle pour un processus électoral crédible, la paix et la stabilité de la RDC, ainsi que pour soutenir la légitimité des institutions de transition ».

Concernant justement la mise en application intégrale dudit accord, le Conseil a mis une emphase particulière sur les mesures de décripation tout en appelant à la libération des prisonniers politiques, au respect des droits de l'homme et aux libertés fondamentales avec, pour objectif déclaré, restaurer la confiance entre les acteurs impliqués et désamorcer les tensions politiques. Le Conseil de sécurité a, par ailleurs, réitéré son appel à tous les Congolais pour qu'ils œuvrent à la préservation des acquis encore fragiles sur la voie de la paix et de la stabilité de leur pays.

A.D.

NOUVELLE LOI ÉLECTORALE

Des voix s'élèvent contre le seuil de représentativité à 3% des suffrages

La disposition sur la représentation proportionnelle introduite dans le nouveau texte en débat tend à briser le pacte républicain obtenu à l'issue du dialogue inter-congolais à Sun City, se convainquent certains acteurs politiques.

Le débat sur le seuil de 3% de représentativité de suffrages pour obtenir un siège au Parlement tel que proposé par le projet de loi électorale en cours d'examen à la chambre basse se poursuit, même en dehors de l'hémicycle. La voix la plus audible est celle des personnalités qui rejettent cette disposition, selon elles, discriminatoire.

Les rangs des acteurs politiques qui s'opposent à cette innovation présentée par le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, comme le « correctif le plus acceptable à travers le monde », ne font que grossir. Ils sont de plus en plus nombreux, ceux qui voient, en cette disposition, une manière sournoise de favoriser le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) au nom d'un prétendu regroupement des partis politiques sur des bases idéologiques, quitte à faire disparaître les «par-

tis mallettes» sans base du landerneau politique congolais. Une approche qui ne tient pas debout, selon certains acteurs politiques. Leader du courant progressiste au sein de l'opposition issue de l'accord du 18 octobre, Samy Badibanga est de ceux qui pensent que cette disposition sur la représentation proportionnelle, avec un seuil de 3% des suffrages exprimés, vise in fine « à perturber durablement le paysage politique de notre pays et à instituer un parti unique », une expérience malheureuse que la RDC a connue dans un passé récent. L'opposant redoute l'émergence du PPRD comme parti dominant favorisé par l'instauration du seuil de représentativité. Il s'étonne en même temps que la majorité présidentielle continue à composer, pour le besoin électoral, avec des « petits partis » se revendiquant des courants de pensée divers. L'argument selon lequel l'introduction de ce seuil de représentativité viserait à la formation de deux grands partis politiques par le rassemblement des formations politiques en fonction de leur idéologie est une fausseté, à en croire l'ancien Premier ministre. Il a demandé à l'actuelle coalition au pouvoir de prêcher par l'exemple en se sépa-

rant de toutes les formations qui ne partagent pas la même vision de la société que son parti-phare, le PPRD.

Outre le fait que l'institution d'un seuil de représentativité de 3% au niveau provincial pour la répartition des sièges au niveau national rend d'office impossible toute élection des candidats indépendants dorénavant exclus du jeu politique, Samy Badibanga estime, par ailleurs, que la nouvelle loi électorale risquerait de réduire à néant les maigres acquis démocratiques issus du Pacte républicain du dialogue de Sun-City. Il est rejoint dans cette prise de position par la secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo, Eve Bazaïba, qui plaide pour un minimum de consensus autour de cette fameuse innovation.

Plusieurs autres acteurs politiques tant de la majorité que de l'opposition s'accordent à reconnaître que les innovations introduites dans le présent projet de loi électorale, notamment avec la caution de 500 000 FC (plus de 300 USD) par siège, risquent de tout chambouler et en appellent à garder en l'état la loi électorale en ce qui concerne le mode de scrutin.

Alain Diasso

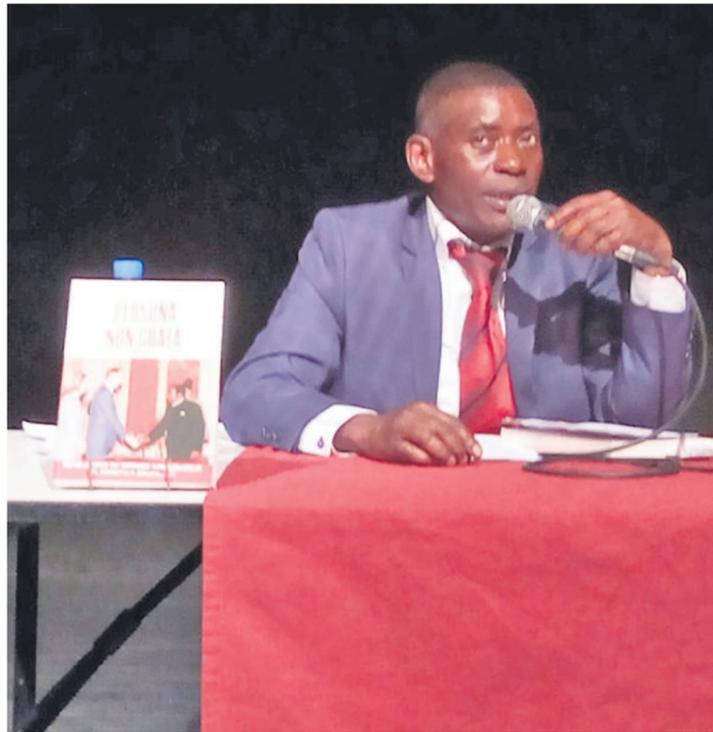
LIVRE

Les souvenirs du dernier ambassadeur de Mobutu à Bruxelles disponibles à Kinshasa

Persona non grata, l'ouvrage de l'ancien chef de la mission diplomatique du Zaïre en Belgique, Jean-Pierre Kimbulu Moyanso wa Lokwa, sera dans les rayons des librairies Paulines, sœurs filles de Saint-Paul à partir de ce 29 novembre. L'auteur s'étend sur « l'épisode des relations tumultueuses entre le Zaïre et la Belgique ».

Le journaliste Cornelis Nlandu-Tsasa a présenté *Persona non grata* : Les souvenirs du dernier ambassadeur de Mobutu au cours d'une conférence de presse animée le 28 novembre, en fin de matinée au Centre Wallonie-Bruxelles. À cette occasion, il a pris soin de souligner que l'auteur, Jean-Pierre Kimbulu, avait été nommé ambassadeur au plus mauvais moment des relations belgo-zaïroises. C'était, en effet, la période où le monde était secoué par plusieurs événements dont la chute du mur de Berlin et le début de la Pérestroïka à l'est de l'Europe sans oublier le vent de la démocratisation qui soufflait à travers l'Afrique. Le Zaïre n'était pas épargné par tous ces soubresauts. C'est précisément à ce moment que Jean-Pierre Kimbulu entre en poste en Belgique, en 1989, pendant la crise belgo-zaïroise qui a connu son dénouement avec l'accord de Rabat, grâce à l'intervention du roi Hassan II du Maroc.

Immédiatement après la fin de cette crise, survient une autre



Le journaliste Cornelis Nlandu-Tsasa présentant *Persona non grata*

plus grande autour du fameux « Massacre de Lubumbashi ». La presse belge jette alors l'huile sur le feu, faisant plus parler la rumeur que les faits. Les uns ont parlé de cinquante morts, les autres de deux-cent cinquante, « *Le Nouvel Observateur a fait plus fort encore en allant jusqu'à un millier de morts* », note Cornelis Nlandu. Assailli par la presse, Jean-Pierre Kimbulu prendra alors fait et cause pour la version officielle. Pour avoir agi de la sorte, il sera mis sur le ban. Bien que l'histoire lui donne raison, la Conférence nationale rétablira la vérité, affir-

mant qu'il avait été question d'un seul mort comme l'avait clamé la version officielle, le mal était fait. Cette affaire qui sonne le glas du régime Mobutu fait pire pour l'ambassadeur zaïrois qui, désormais, est banni des cérémonies officielles belges sur un arrêté du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Mark Eyskens. D'où le titre du livre *Persona non grata*.

Un livre de référence

Persona non grata est paru le 21 septembre dernier, deux semaines après la date voulue par Jean-Pierre Kimbulu. Le 20^e

anniversaire du décès du maréchal Mobutu aurait alors été marqué d'une pierre blanche. Mais il n'en reste pas moins que l'ouvrage, édité par la Fondation Telem, garde toute son importance pour avoir été écrit par l'un des témoins et acteur privilégié du pouvoir de Mobutu. En effet, présenté comme le plus proche confident de l'illustre disparu sur le plan extérieur, l'ex-ambassadeur y a gravé des souvenirs dignes d'être partagés, parce qu'il lève le voile sur un des pans de l'histoire de sa patrie. C'est dire que selon Cornelis Nlandu, il y a « *livre des pistes de solutions devant servir de point d'appui pour des relations adultes et responsables entre Kinshasa et ses partenaires* ». Pour ce journaliste au bureau européen de l'Agence congolaise de presse (ACP), il passe assurément pour « *un livre de référence pour les générations présentes et futures de politiciens belges et congolais* ». Car, il faut le dire, au vu du boycott dont a été l'objet la cérémonie d'inauguration de la nouvelle ambassade de Belgique à Kinshasa par les autorités congolaises, manifestement, le torchon continue de brûler entre « *les deux pays pourtant condamnés par l'Histoire à cohabiter* », comme l'a si bien rappelé le confrère de l'ACP.

Il faut retenir de *Persona non grata* qu'il n'est pas une autobiographie. En effet, l'auteur a tenu à n'y faire mention que de sa carrière à Bruxelles. Aussi, les

passages qui reviennent sur sa vie privée, à savoir son enfance et ses études, détaillés à la page 50, y sont repris à l'exigence de l'éditeur, a soutenu Cornelis Nlandu. Par ailleurs, il est bon de savoir que l'ambassadeur Kimbulu a une histoire exceptionnelle. Il est, nous signale le journaliste, le diplomate qui a « *exercé la carrière la plus longue de chef de mission, de surcroît à Bruxelles, où se démêle encore aujourd'hui l'écheveau des rapports, souvent torrides, entre le Congo-Zaïre et ses partenaires* ». *Persona non grata* paraît donc après un long moment de réflexion faisant écho de sa longue expérience en diplomatie mais aussi en qualité de confident de Mobutu. Il s'y exprime dès lors, sans ambages sur « *ses dons d'équilibriste* », un atout de taille au vu de sa position d'ambassadeur astreint à la réserve d'une part, et de celle de confident du président de l'autre. Mais encore du fait de son rôle « *d'important relais avec des chefs d'État et de gouvernement, de ses rapports étroits avec les hommes politiques et la presse belge, de leurs extravagances mais aussi que des nombreuses intrigues entretenues dans la cour de Mobutu par les politiciens zaïrois, versatiles à souhait et dont une frange importante arpente encore aujourd'hui les allées du pouvoir à Kinshasa* », nous renseigne Cornelis Nlandu.

Nioni Masela

MARCHE DU RASSEMBLEMENT

Bouclages, patrouilles et contrôle des véhicules s'intensifient à Kinshasa

Pour les responsables de la police, il s'agit d'une mesure générale de sécurité prise avant les fêtes de fin d'année afin non seulement de décourager les criminels et autres délinquants très en verve en cette période mais aussi apporter une sécurité tous azimuts à la population.

Le trafic routier dans la ville de Kinshasa est perturbé ces temps derniers du fait des contrôles réguliers effectués par la police sur les véhicules dans les grandes artères. D'où les embouteillages constatés sur certains tronçons à cause des barrières érigées pour le besoin de la cause, obligeant ainsi les automobilistes à freiner pour se plier aux sollicitations des agents de l'ordre. Le véhicule est alors contrôlé de fond en comble et tout objet compromettant découvert pendant la fouille expose le chauffeur à de lourdes sanctions. La fouille prend quelques bonnes minutes, au grand désenchantement des passagers et autres conducteurs soumis à la patience bien malgré eux. Au fur et à mesure que le temps s'égrené

et, face à la lenteur de l'opération, la longue file des véhicules immobilisés juste après celui faisant l'objet de contrôle devient impressionnante. Facilement, l'on peut passer une ou deux heures avant d'espérer franchir la barrière.

Telle est la corvée à laquelle sont actuellement soumis les conducteurs kinois de la part des agents de la police affectés à cette opération d'un type particulier. Instruction leur avait été donnée, via les commissaires provinciaux de la police et les commandants des formations nationales spécialisés, d'organiser des opérations de contrôle diurnes et nocturnes (patrouilles pédestres, motorisées, rondes, bouclages ciblés et road block) en cette période de fin d'année.

C'est le commissaire général de la police, le commissaire divisionnaire principal Dieudonné Amuli Bahigwa, qui a pris cette directive opérationnelle déjà en exécution en début de semaine à Kinshasa et ailleurs. À en croire un communiqué de la police nationale, cette action procède de la

volonté de ses responsables de « décourager les criminels et autres délinquants à poser des actes allant dans le sens de violenter la loi pénale » d'une part, et « d'apporter une sécurité tous azimuts à la population pour qu'elle puisse vaquer librement à ses occupations et passer les fêtes de la Nativité ainsi que de fin d'année dans la quiétude », d'autre part.

S'il est vrai que la sécurité des kinois est souvent mise à mal en cette période de fin d'année du fait de la recrudescence de la criminalité, la police est bien dans son droit de renforcer les opérations de terrain. Mais pour une certaine opinion, ceci n'est qu'un vilain prétexte. La vraie motivation est de dissuader l'opposition radicale qui projette une manifestation pour le 30 novembre, appelant au départ du président Joseph Kabila. Une manière de dire que les forces de l'ordre sont disposées à faire respecter la décision de l'autorité urbaine qui a interdit toute manifestation jusqu'à nouvel ordre. Dossier à suivre.

Alain Diasso

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à rabat

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

DIVISION 1/PHASE DES POULES

DCMP domine Molunge, V.Club bat Nord Sport

Le week-end a été riche en rencontres dans les trois zones de développement, notamment ouest, centre-sud et est, de la 23e édition du championnat national de football.

La lutte est déjà âpre entre V.Club, Daring Club Motema Pembe (DCMP) et Renaissance du Congo dans la zone de développement ouest, pour la qualification au play-off de la 23e édition du championnat national de football. Certes, V.Club est à trois longueurs du DCMP après sa défaite contre son rival de toujours. Mais le championnat est encore long.

Le 26 novembre, au stade Tata-Raphaël de la Kethule-de-Ryhove, le DCMP a empoché son neuvième point de la saison au terme de son succès sur le Tout-puissant Molunge de Mbandaka par deux buts à zéro, en troisième journée. Tshibamba Samu, à la 33e mn, et Kazadi Kasengu, alias Zadio, à la 39e, ont fait le break pour le DCMP dès la première période de la partie. En seconde période, le TP Molunge s'est replié dans sa moitié de terrain pour ne plus encaisser de but, les joueurs de Mbandaka appliquant la consigne du coach José Mundele. En premier match le même jour, au stade Tata-Raphaël, l'AC Rangers a enregistré sa première victoire en battant le Racing Club de Kinshasa (RCK) par deux buts à un. Pinock Vuvu a pourtant ouvert la marque



pour le RCK à la 77e mn, mais Ntambidila Owane a égalisé à la 79e. Et Bossu Nzali a inscrit le but de la victoire de Rangers à la 89e mn.

Le 25 novembre, les Dauphins Noirs de V.Club ont fait un déplacement satisfaisant à Matadi, où ils ont battu les locaux de Nord Sport par un but à zéro, au stade Damar. L'unique but des poulains du coach Florent Ibenge a été inscrit à la 52e mn par leur buteur, Taggy Etekia-ma Agiti, sur une passe de Jésus Muloko Ducapel. V.Club compte désormais six points en trois

sorties et joue son prochain match le 3 décembre contre le FC Renaissance du Congo qui a déjà grappillé neuf points dans sa gibecière en trois matchs. Le club orange séjourne, d'ailleurs, à Brazzaville pour préparer cette rencontre qui attise des passions à Kinshasa.

Zone centre-sud : Don Bosco bat Sanga Balende...

Dans la zone de développement centre-sud, le CS Don Bosco a signé son premier succès du championnat en dominant, au stade TP Mazembe de Lu-

mbashi, Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi par un but à zéro, en match de la cinquième journée. Moïse Kaniki a été l'unique buteur du match, à la 49e mn. Le même jour, au stade Frédéric-Kibasa-Maliba de Lubumbashi, la Jeunesse sportive Groupe Bazano a sombré face à l'US Tshinkunku de Kananga par zéro but à trois. Le FC Saint-Eloi Lupopo a dominé l'Ecofoot Katumbi par deux buts à zéro. Alidor Kayembe a marqué l'un des deux buts de Lupopo en première période. Dans la zone de développe-

ment est, l'AS Maniema Union de Kindu a, au terme du choc de cette zone, battu l'AS Dauphin Noir de Goma, par un but à zéro en deuxième journée de cette poule. Jérémie Mumbale Mbusha a crucifié son ancien club de Dauphin Noir en seconde période, offrant la victoire au club de Kindu. Au stade Amani de Bunia, le club local de Mont Bleu a battu Muungano de Bukavu par deux buts à un. Machozi Nguliko et Wanny ont été les buteurs du club de la province de l'Ituri.

Martin Engimo

C2 AFRICAINE

La victoire de Mazembe politisée

Le sacre du club emblématique de Lubumbashi à la 14e édition de la Coupe de la Confédération, aux dépens de Supersport United d'Afrique du Sud (2-1,0-0), n'a pas échappé à une certaine récupération au pays. Le patron de cette équipe n'étant autre que Moïse Katumbi, opposant politique en exil depuis plusieurs mois.

Après son triomphe, le 25 novembre au Lucas Masterpieces Moripe stadium de Pretoria, le TP Mazembe devait regagner Lubumbashi le 27 novembre, mais son vol a été retardé de plusieurs heures et l'équipe devait arriver dans la soirée, notamment à 21 heures.

Mécontente de ce changement d'horaire, la direction sportive du club a soupçonné l'Etat congolais d'avoir influé pour que le vol soit retardé afin que Mazembe arrive dans son fief au milieu de la nuit. Une stratégie pour décourager les supporters qui avaient prévu un



Moïse Katumbi Chapwe, tuteur du TP Mazembe

accueil triomphal aux joueurs. Mais, à partir des Etats-Unis, le président Moïse Katumbi a pris les dispositions pour que

l'équipe arrive à Lubumbashi en pleine journée. C'est ainsi que la délégation du TP Mazembe a finalement regagné son fief

via Ndola, en Zambie, en passant le poste frontalier de Kasumbalesa à bord d'un bus. Les Corbeaux ont donc pu communiquer avec leurs supporters, le 28 novembre dans l'après-midi, à Lubumbashi. « J'invite les fans à braver la peur pour accueillir leur club à la frontière », avait déclaré Moïse Katumbi à l'Agence France presse. On doit souligner le fait que les autorités nationales avaient pris la mesure d'interdire toute manifestation publique à travers tout le pays. Dans la foulée, le gouvernement congolais, par le biais du ministre des Sports, Papy Nyango, a annoncé que les footballeurs recevront chacun une prime de cinq mille dollars américains. Une annonce relayée du reste sur le site web officiel du club par la direction de Mazembe, tout en remerciant le ministre des Sports pour son accompagnement. Toutefois, dans un tweet le 27

novembre, le manager du club, Frédéric Kitengie, déclarait: « Du calme, le TPM n'a jamais reçu une prime d'encouragement du gouvernement. Qu'on arrête d'en parler et qu'on nous la donne si elle existe ».

A propos du sacre de son équipe, Katumbi a twitté : « Cette victoire est celle de tous les Congolais ». Pour sa part, Félix Tshisekedi a félicité le club en ces termes. « Bravo au TP Mazembe, la seule occasion qui nous reste d'exprimer notre fierté d'être Congolais ».

Les deux opposants exigent le départ du président Joseph Kabila en décembre 2017, alors que son second et dernier mandat a pris fin en décembre 2016. Cependant, le calendrier électoral récemment publié par la Commission électorale nationale indépendante a programmé les élections le 23 décembre 2018.

M.E.

FRANCE/AFRIQUE

Emmanuel Macron propose un nouveau partenariat

En visite au Burkina Faso, le président français a prononcé, le 28 novembre, un discours devant huit cents étudiants de l'université de Ouagadougou pour la première étape de sa tournée africaine. Pendant plus de deux heures, il a tracé les grandes lignes de sa politique africaine.

Attendu sur le fond et sur la forme, Emmanuel Macron a tenu à se distancier dès le début de son discours de la Francophonie, en rappelant que « les crimes de la colonisation européenne sont incontestables ». « La France entretient avec l'Afrique un lien historique indéfectible, écrit de souffrances, de déchirements mais aussi de fraternité et d'entraide », a-t-il poursuivi.

Le président français a, en outre, appelé l'Union européenne à s'engager pour un dialogue à un niveau continental. « C'est à cette échelle que les choses se jouent », a-t-il martelé, avant de développer les principaux défis du continent africain : le terrorisme, le changement climatique, la démographie et le marché du travail, l'urbanisation et la démocratie. Emmanuel Macron est venu proposer à l'Afrique de construire « un imaginaire

commun », fondé sur des partenariats. Il a proposé, par ailleurs, de réinventer le partenariat entre la France et l'Afrique, renvoyant souvent les Africains à leur responsabilité.

« L'Afrique est un continent incontournable car c'est ici que se télescopent tous les défis contemporains, terrorisme, changement climatique, pauvreté, démographie, urbanisation. C'est en Afrique que se jouera une partie du basculement du monde », a-t-il lancé. Et pour mieux y participer, il a présenté un conseil présidentiel français pour l'Afrique, dont les membres doivent être les « porte-voix » des jeunes africains, qui sont « en train de tourner une page ».

Parmi les multiples mesures annoncées en matière d'investissement dans l'éducation, le président français s'est prononcé pour la mise en place de visas de circulation de longue durée pour les Africains diplômés en France. Des partenariats seront développés dans l'enseignement supérieur et le secteur numérique, et la France accueillera « mille nouveaux talents africains chaque année ».

Reconnaissant qu'il n'avait « pas de leçon à donner » sur le fonctionnement poli-



Emmanuel Macron à Ouagadougou/DR

tique des États africains ni sur les tensions internes, Emmanuel Macron a tout de même défendu que son rôle soit « de rendre la démocratie et l'Etat de droit irréversible ».

Une initiative contre les passeurs en Libye

Evoquant la situation en Libye, le chef de l'Etat français a annoncé qu'il présenterait, lors du sommet UE/Afrique à Abidjan, une initiative euro-africaine pour mettre un terme aux trafics d'armes et d'êtres humains. « La France apportera son

soutien à l'évacuation des personnes en danger en Libye, où se produisent des crimes contre l'humanité », a-t-il indiqué, et de poursuivre que la France va aussi « travailler avec les Etats africains pour aider au retour dans les Etats d'origine pour les migrants africains qui ne remplissent pas les conditions du droit d'asile ».

Sur la restitution des œuvres africaines aux pays africains, Emmanuel Macron a précisé que « le patrimoine africain doit pouvoir être exposé en Afrique », avant d'annoncer

que la France restituera, temporairement ou définitivement, les œuvres africaines des musées français d'ici à cinq ans. Le président français a aussi annoncé, pour 2020, une « saison des cultures africaines » en France, pour mettre en avant la scène artistique africaine contemporaine et non l'Afrique antique des musées.

Tous les documents français concernant l'assassinat de l'ancien président burkinabè, Thomas Sankara, en 1987, seraient « déclassifiés » pour la justice burkinabè qui en aura accès, a promis le président français.

A ceux qui critiquent la présence des soldats français en Afrique, il a demandé de « plutôt les applaudir » pour leur combat contre le terrorisme au Sahel. Quant au franc CFA, pour la France il s'agit, selon lui, d'un « non-sujet » car tout Etat désireux de sortir de cette monnaie arrimée sur l'euro est libre de le faire. Enfin, Emmanuel Macron a défendu la Francophonie et le rôle du français dans tous les domaines artistiques. « Portez la Francophonie avec fierté ! Ne cédez à aucun discours qui voudrait enfermer le français comme langue morte ! », a-t-il martelé.

Yvette Reine Nzaba

BUROTOP IRIS

ACHETER UN TELEVISEUR SMART N'EST PLUS UN LUXE

VESTEL



32" HD : 139 000 FCFA HT
43" FULL HD : 269 000 FCFA HT
50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT
55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT
65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

SOMMET EUROPE-AFRIQUE

Les dirigeants veulent donner un meilleur avenir à la jeunesse africaine

Ouvert le 29 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 5^e sommet Europe-Afrique va se pencher principalement sur les questions d'immigration et de sécurité, pour préparer des lendemains meilleurs à la jeunesse africaine. Dans son discours d'ouverture, lors de cette rencontre de deux jours, placée sur le thème principal: « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable », le président ivoirien, Alassane Ouattara, a appe-

forts (...) et innovants », afin d'offrir « opportunités et emplois » à la jeunesse africaine. « C'est une opportunité, mais aussi un risque si on n'offre pas à cette jeunesse la formation, les emplois et l'espoir », a-t-il souligné, en plaidant pour une meilleure formation sur le continent et une plus grande aide européenne dans ce domaine.

Alassane Ouattara a, par ail-

vernement.

Le président ivoirien a également parlé des défis du réchauffement climatique et de la nécessité de conjuguer des efforts pour combattre les groupes djihadistes dans le Sahel. Au sujet de la lutte contre le terrorisme, il a appelé à un plus grand soutien de la force multinationale G-5 Sahel. A ce jour, l'Europe affiche son soutien aux cinq pays membres de G5



Ouattara-Macron

lé les jeunes à ne pas tenter d'émigrer au péril de leurs vies. « Nous devons tout mettre en œuvre pour votre épanouissement sur notre continent ! Je vous invite à avoir foi dans l'avenir et ne pas vous lancer à l'aventure au péril de vos vies », a-t-il lancé, en promettant aux jeunes africains « d'améliorer leurs conditions de vie ». Le chef de l'Etat ivoirien a appelé ses pairs à « prendre des engagements

leurs, évoqué la situation « inacceptable » des migrants en Libye, qui est un « drame ignoble » en ce sens que cela rappelle « les pires heures de l'histoire de l'humanité ». « J'en appelle à nos sens de la responsabilité collective pour prendre des mesures urgentes et vigoureuses pour mettre fin à ces pratiques indignes de notre âge », a-t-il déclaré devant plus de quatre-vingts chefs d'Etat et de gou-

Sahel (Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso et Tchad) qui s'efforcent de mettre en place une force antidjihadiste dans cette région, mais le financement de cette force est encore largement insuffisant. Seule la moitié de son budget a été réunie, bien qu'il ait été divisé par deux, à deux cent quarante millions d'euros. L'Union européenne en a promis cinquante.

Nestor N'Gampoula

CAMEROUN

La crise anglophone fait le lit d'importation des armes

Pour les autorités de Lagos, la situation qui prévaut dans la région anglophone de ce pays booste les importations illégales d'armes de guerre au Nigeria.

L'information a été rendue officielle par le contrôleur général des douanes nigérianes, Handed Ali. Il a ouvertement accusé les tensions dans la région anglophone du Cameroun, frontalière du Nigeria, de dresser le lit aux importations illégales d'armes sur le territoire nigérian, selon le journal This Day.

Les compagnies de transport maritime desservant les lignes extérieures sont accusées de

profiter de la crise anglophone pour « aider et encourager les importations illégales des armes ». Pour Handed Ali, cette situation est également préjudiciable tant pour la sécurité de la population nigériane, que pour le bien-être de la population des pays voisins. La crise anglophone au sud-ouest et au nord-ouest du Cameroun dure déjà une année. Pour certains, il s'agit de revendications sociales qui se sont mues en velléités de partition de ce pays. Pour d'autres, ce sont des actes terroristes et/ou des menaces séparatistes sur fond de malaise réel et/ou d'intérêts pétroliers.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

Un Casque bleu tué à Gambo

Lors d'une attaque des miliciens anti-balaka, menée le 26 novembre, dans le sud de la Centrafrique, un soldat égyptien a trouvé la mort et trois autres blessés.

L'information a été donnée par l'Organisation des Nations unies (ONU). Cinq « anti-Balaka » ont également été tués durant ces affrontements. Cette attaque est intervenue à Gambo à l'ouest de la ville de Bangassou, d'où était parti un convoi de la Minusca, en vue de renforcer la base opérationnelle de Bambolo. Ce qui porte à treize, le nombre de Casques bleus de la Minusca (13000 hommes), tués dans le pays depuis le début de l'année. Un autre Casque bleu égyptien était tué en Centrafrique, le 3 septembre.

Suite à un vol à main armée, le 20 novembre dernier, qui a menacé la vie de ses travailleurs, Médecins Sans Frontières (MSF) a évacué ses employés et suspendu des opérations médicales à Bangassou, une ville sous-contrôle de groupes affiliés aux factions anti-Balaka. Dans la région de Bangassou, 500 mille personnes, dépendaient presque entièrement des services de MSF pour accéder aux soins de santé.

« Les seuls témoins extérieurs de ce qui se passe sur le terrain dans la région sont les troupes de l'ONU et certains missionnaires. La population de Bangassou a déjà commencé à quitter la ville, y compris des patients gravement malades de l'hôpital », a expliqué Frédéric Lai Manantsoa.

N.Nd.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Une foire pour booster le commerce Congo-Rwanda

Kigali a accueilli, du 23 au 25 novembre, les premières journées économiques, commerciales et culturelles de la République du Congo au Rwanda. Une manifestation destinée à renforcer les liens commerciaux entre les deux pays.

Le Congo affiche ses ambitions dans la diplomatie économique. Un an après leur mission de prospection au Rwanda, des entrepreneuses congolaises ont organisé, en lien avec l'ambassade du Congo au Rwanda, les premières journées économiques, commerciales et culturelles du Congo au Rwanda. Au menu du 23 au 25 novembre, des rencontres et des échanges pour développer des partenariats avec les opérateurs du secteur privé rwandais.

Pupuce Ngala Ibata, Emmanuella Bongho Nouarra et Josepha Mbandi ont investi, pendant trois jours,



La ministre des sports et de la culture, Julienne Iwacu, invitée d'honneur de la cérémonie de clôture et l'ambassadeur Itoua.

le petit stade Amahoro de Kigali avec différents stands présentant les productions des entreprises congolaises, de quoi donner vie

à l'accord de coopération commerciale conclu entre le Congo et le Rwanda. Plusieurs personnalités rwandaises ont fait le dé-

placement, à l'instar du ministre du Commerce et de l'industrie, Vincent Munyeshyaka, de la ministre des Sports et de la culture,

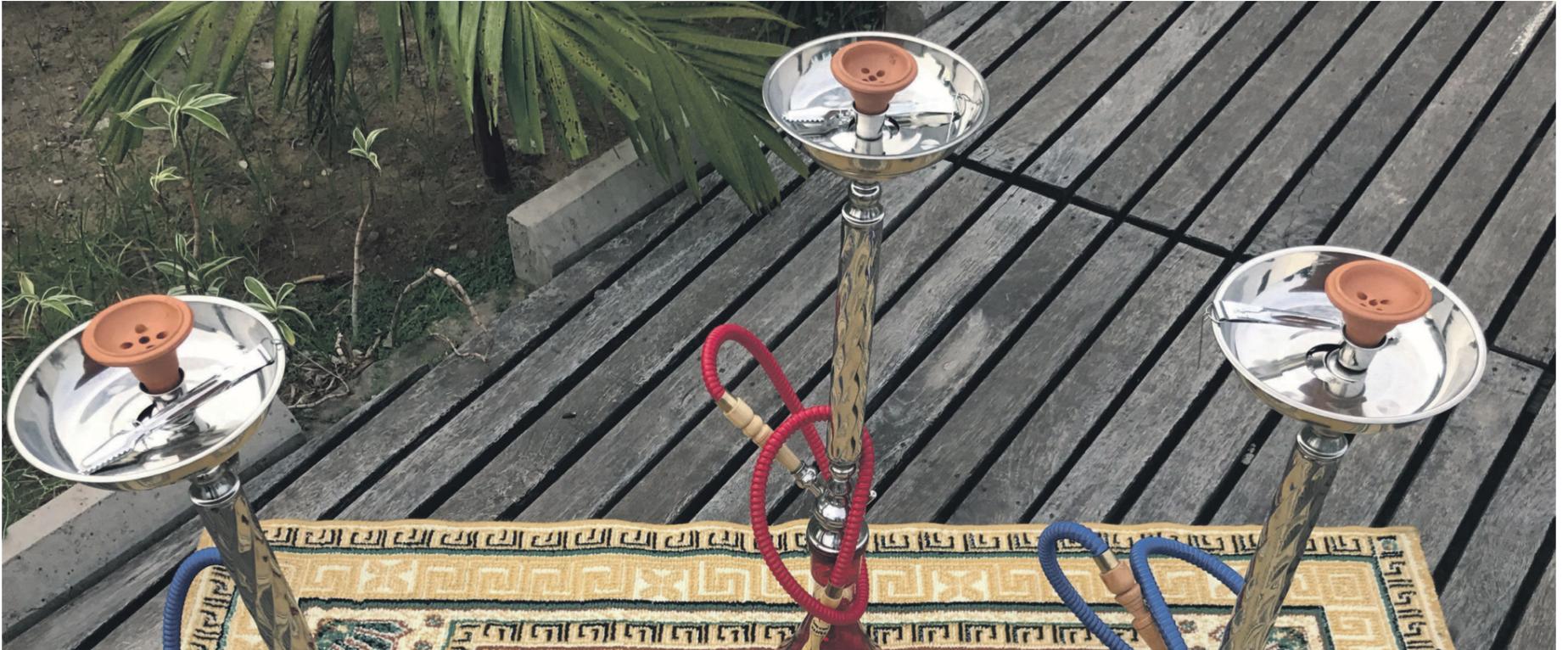
Julienne Iwacu, invitée d'honneur de la cérémonie de clôture ou bien du président de la Fédération rwandaise du secteur privé, Benjamin Gasamagera. Ils ont notamment pu apprécier la production d'huile de palme d'Eco Oil.

Des produits que la Fédération rwandaise du secteur privé connaît bien désormais car, elle a ouvert, au mois de février dernier, un bureau de représentation à Brazzaville, afin d'aider les commerçants rwandais à exporter vers le Congo.

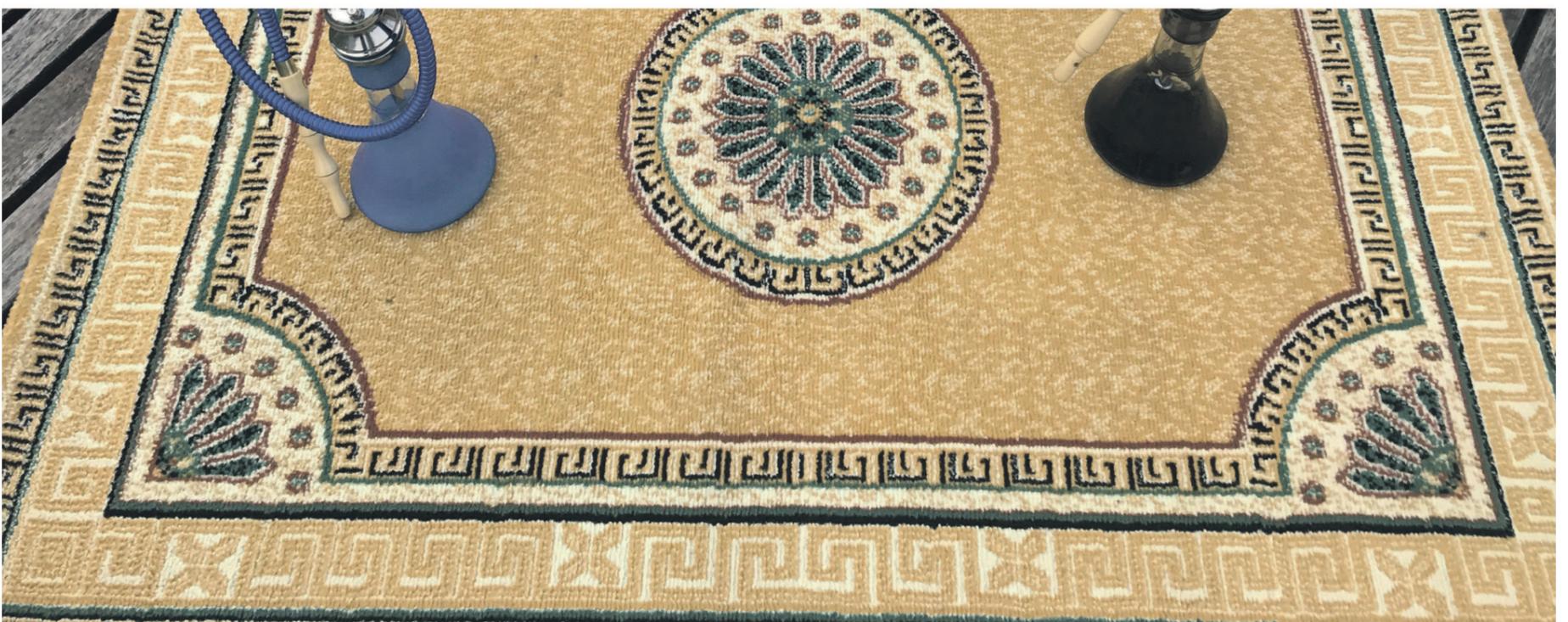
La colonie congolaise au Rwanda n'a pas manqué de marquer les temps forts de la vie du Congo.

La clôture des premières journées économiques, commerciales et culturelles du Congo au Rwanda a été couplée de la célébration du 59^e anniversaire de la proclamation de la République du Congo.

Rose-Marie Bouboutou



CHICHA · NARGUILE · HOUKA



VENEZ VOUS DÉTENDRE ENTRE AMIS
À L'ESPACE MBONGUI AU BORD DE NOTRE PISCINE

PARFUMS
MENTHE
POMME
RAISIN/MENTHE
CITRON/MENTHE



ESPACE
MBONGUI

+
UNE BOISSON
AU CHOIX OFFERTE
8 000 FCFA



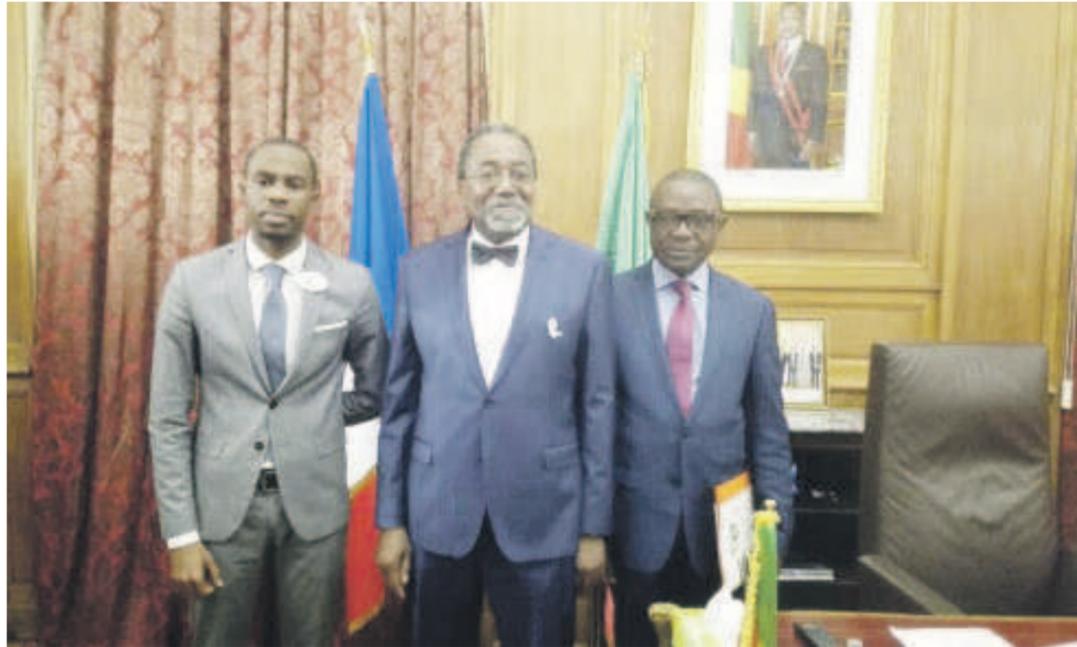
PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE
★★★★★

DIASPORA

Une journée d'échange des étudiants congolais en Europe

La rencontre, dite « d'intégration et d'orientation académique et professionnelle », a été organisée à Paris, le 25 novembre, par l'Association des étudiants congolais de France (AECF), sous le patronage de l'ambassade du Congo en France, Rodolphe Adada.

Saluant au préalable l'initiative de la création de l'AECF, Rodolphe Adada s'est réjoui de mettre à disposition la salle des fêtes de la Chancellerie pour permettre à ces jeunes compatriotes de se retrouver dans un cadre confortable et propice à des échanges fructueux. Avec des propos rassurants, l'ambassadeur a invité les étudiants à garder espoir malgré le retard de paiement de leurs bourses « car des efforts sont actuellement déployés pour y remédier ». Les échanges ont commencé par une mise au point de Larios Mavoungou, modérateur de la rencontre. Avec passion, il a tenu à préciser que la « journée était organisée par les étudiants et rien que pour les étudiants pour leur présenter la solidarité du réseau étudiant », écartant ainsi toute accointance avec n'importe quelle autre appar-



Prince Bertrand Bahamboula en compagnie de Rodolphe Adada et du ministre conseiller Paul Maloukou/crédit photo DR

tenance politique, religieuse ou ethnique que ce soit. Il a été question, en effet, d'unir les efforts des étudiants pour passer en revue leur séjour d'études à l'étranger. Par exemple, suivre le témoignage de réussite du parcours de Frédéric Nze qui, tout jeune, après son bac au Congo, a rejoint le monde universitaire à l'étranger puis a su saisir les différentes opportunités de formation jusqu'à créer sa propre affaire en Angleterre. « Formez-vous en fonction

du marché de l'emploi du Congo. Une fois les habitudes de travail acquises, osez votre pays d'origine. Vos savoirs et savoir-faire seront plus utiles dans un pays où les opportunités d'affaires demeurent à foison, dans la logistique ou l'agronomie, avec des produits à transformer sur place », a-t-il conseillé.

Pour Patern Ngoulou, représentant du Crous, cette organisation assure l'accompagnement des étudiants dans leurs lieux d'études et de vie. A

condition de remplir certains critères précis, ils peuvent être éligibles à l'attribution de logement ou à une aide d'accompagnement. Il a encouragé les étudiants à rechercher le bon interlocuteur, les invitant à commencer par la visite du site du Crous.

Il existe aussi l'Office de gestion des étudiants et stagiaires congolais (OGES). Son directeur, Hervé Effenguet, a porté à la connaissance des étudiants qu'en fonction de leurs moyens, l'OGES était en

mesure d'apporter le soutien nécessaire dont chacun d'eux a besoin pour atteindre ses objectifs. Une base de données des étudiants congolais de France, mise à jour quotidiennement, permet d'assurer désormais des accompagnements personnalisés aux futurs responsables du Congo. A l'issue des échanges fructueux de la journée, Jean Aubamby, vice-président de l'AECF, a confié sa satisfaction de voir l'ancrage de l'association au sein du paysage de la diaspora. « C'était notre deuxième sortie publique après les festivités du 15 août dernier. Nous continuerons à optimiser nos implantations en France pour créer la cohésion avec tous les étudiants congolais », a indiqué le vice-président.

Notons que cette journée d'intégration et de l'orientation s'est déroulée dans la chancellerie du Congo en France en pleine mutation en Maison commune, en présence de Prince Bertrand Bahamboula, président de l'AEF, Destin Jésus Sondzo, président des étudiants congolais en Belgique, de Frédéric Nze et Laurente Okouya de la banque Oakam, et d'illustres autres invités.

Marie Alfred Ngoma

COOPÉRATION NORD-SUD

L'intégration des migrants au coeur d'une rencontre à Paris

L'Association de développement relations Nord-Sud (ADRNS) va réunir, le 8 décembre prochain à la Maison de l'Europe dans la capitale française, la diaspora et la société civile pour participer aux négociations en cours sur la thématique: « Europe et Afrique, les nouveaux défis ».

Alors que le 5e sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA) verra, les 29 et 30 novembre, dans la capitale économique de Côte d'Ivoire, la participation des chefs d'État et des délégués venus de plus de quatre-vingts pays, l'ADRNS s'interrogera sur les nouveaux défis de proximité géographique liant les deux continents séparés que par 14km à Tanger au Maroc et Algésiras en Espagne, le 8 décembre prochain, à la Maison de l'Europe à Paris.

Dans le nouvel élan à la coopération Nord-Sud du moment, les organisateurs de ce rendez-vous parisien indiquent qu'ils veulent échanger sur l'intégration des migrants, passer en revue l'économie verte et ses opportunités pour le continent et, aussi, réfléchir sur la meilleure contribution de la diaspora en faveur du plein emploi dans les pays d'origine.

Les intervenants, tels l'ancienne ministre de la Francophonie Yamina Benguigui, présidente de l'Institut Schuman Europe; l'économiste Lucien Pambou; l'ancien président directeur général de l'Agence

française de développement, Dov Zerah; l'avocat à la cour de Bordeaux, Me Vincent Samba; le conseiller municipal de Champigny, Jean-barthélémy Mouanga; l'économiste Daniel Koutia; le CEO de Enivrance, Edouard Malbois ainsi que la présidente du GIE Moringa, Marguerite Homb en visioconférence depuis Brazzaville, ont déjà donné leur accord de participation, indiquent les organisateurs. « A l'heure de la refondation des relations Nord-Sud, notre désir est d'accompagner les différentes initiatives portées par la diaspora qui s'ancrent dans les leviers suivants: l'économie de la connaissance, l'agriculture écologique, l'économie circulaire et l'énergie, enfin les hommes et les femmes qui ont pour souci leur pays d'origine de sorte à anticiper sur le boom démographique à venir (2,5 milliards d'habitants en 2050 sur le continent) et créer les véritables conditions pour un développement de l'Afrique », explique Dimitri M'Foumou Titi, président de l'ADRNS. « Nous évoquerons également, avec les participants, les dispositifs en place pour accompagner les migrants et la diaspora dans l'économie verte en Afrique (Europe : ACP, FSE, Forêts, Plan Marshall Afrique : BAD, Fonds bleu, Fonds moringa, PDCA 2 par exemple) », explique-t-il.

Par ailleurs, une conférence de presse clôturera les travaux.

M.A.N.

PAIX ET SÉCURITÉ

Le Brésil s'apprête à envoyer 750 Casques bleus en Centrafrique

L'information a été donnée, le 28 novembre, par le commandant en chef de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), le général Ajax Porto Pinheiro.

L'envoi de la troupe brésilienne, d'après le général Ajax Porto Pinheiro, devrait intervenir « d'ici mars ou avril » 2018. Il fait suite à la demande officielle exprimée, la semaine dernière, par les Nations unies pour renforcer la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca). Pour l'instant, rien n'a été arrêté puisque cette demande doit au préalable être acceptée par le président brésilien, Michel Temer, et validée par le Congrès pour que les soldats soient déployés à Bangui.

« Nous n'avons pas de délai précis, mais nous pensons que nos forces iront en Centrafrique d'ici à mars ou avril. L'ONU souhaite que ce soit le plus tôt possible et cela arrivera certainement au cours du premier semestre 2018 », a déclara-

le général Ajax Porto Pinheiro. Une mission en Centrafrique représenterait « un défi plus important » en raison de la situation qui est « plus instable » dans ce pays, a ajouté cet officier dont les troupes ont quitté Haïti début septembre, après treize ans de présence sur place.

L'annonce de l'envoi de Casques bleus en Centrafrique faite par le commandant en chef de la Minustah ne surprend guère puisqu'il y a dix jours, le ministre brésilien de la Défense, Raul Jungmann, avait déjà manifesté l'intention du pays de participer à la force onusienne en Centrafrique.

Le chef des opérations de maintien de la paix à l'ONU, Jean Pierre Lacroix, qui était présent la semaine dernière au Brésil pour un séminaire sur les treize ans de par-

ticipation brésilienne à la Minustah, a rappelé que le Conseil de Sécurité avait adopté, au début du mois, une résolution renforçant de neuf cents hommes la Minusca. « Le Brésil peut une nouvelle fois faire la différence dans des missions de paix de l'ONU et la Centrafrique est le pays qui a le plus besoin de forces », a-t-il relevé.

Débutée en 2014, la mission de l'ONU en Centrafrique compte aujourd'hui près de 12 500 membres. Quant à ce pays, il est embourbé depuis 2013 dans un conflit sanglant entre une coalition promusulmane et des milices prochrétiennes qui se présentent comme d'autodéfense (antibalaka ou antimachettes). Les violences perpétrées dans le cadre de ce conflit ont fait plus de 600 000 déplacés en Centrafrique alors que 500 000 personnes se sont réfugiées dans des pays voisins.

Nestor N'Gampoula

NÉCROLOGIE

Les familles Mohondiabeka, Bokilo, Benabio, Mopendza, Tsambou, Mabona, Denise Tchoumou et Davy Martial Okouo Gaïko ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur arrière-petite-fille, petite-fille, fille, nièce et épouse la nommée Mesmine Ebonga, survenu le 23 novembre 2017, à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au 52 de la rue Bacongo, Poto-Poto (arrêt Mbakas) Brazzaville. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM



30 novembre 2016-30 novembre 2017, voici déjà une année jour pour jour que le Seigneur a arraché à notre affection notre mère, la veuve Ibara née Pascaline Ngatse. En ce jour de triste anniversaire, les enfants Ibara et familles prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle. Que le Tout-Puissant protège son âme et lui accorde le repos éternel!



Novembre 1977-Novembre 2017, 40 ans déjà que notre grand père Diamouagana a été rappelé à Dieu. En cette date de triste anniversaire la famille Ndamba, la Veuve Matouridi Née Diamouagana Delphine, ses petits fils Romalex Roland, Nicky oscar et Michel Moundimba demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse. Une messe d'action de grâce sera dite le 03 décembre 2017 à 11h00 en la paroisse Saint-Esprit de Moundalie.

AFFAIRE THOMAS SANKARA

Les documents classés « secret défense » seront rendus publics

La promesse a été faite, le 28 novembre à Ouagadougou, par le président français, Emmanuel Macron.

« Les archives sont aujourd'hui disponibles et ouvertes à la justice burkinabè, sauf pour les documents classifiés et couverts par le secret défense. J'ai pris un engagement clair et je viens de le dire au président Kaboré : ces documents seront déclassifiés pour la justice burkinabè qui aura accès à tous les documents sur l'affaire Sankara », a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien avec le

président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré.

La mort de Thomas Sankara, devenue une figure panafricaine, était un sujet tabou pendant les vingt-sept ans de pouvoir de l'ancien président, Blaise Compaoré, qui a succédé au « père de la révolution » assassiné en 1987. En exil en Côte d'Ivoire depuis 2014, il est soupçonné d'avoir participé au complot par de nombreux Burkinabè qui y voient aussi la main de la France.

Au cours de sa visite, le président français a aussi

évoqué le cas de François Compaoré, le frère de Blaise, arrêté en France fin octobre dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, en 1998, du journaliste Norbert Zongo, et dont le Burkina Faso réclame l'extradition. « Son interpellation est le résultat d'une coopération exemplaire entre nos deux justices qui sont toutes deux indépendantes. Il appartient à la justice française de prendre sa décision, je ferai tout pour faciliter celle-ci », a déclaré Emmanuel Macron.

Josiane Mambou Loukoula

Brèves

Rwanda

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a annoncé l'ouverture d'une ambassade à Kigali en vue de renforcer l'influence diplomatique de l'Etat hébreu en Afrique. En lançant une offensive diplomatique et économique en Afrique de l'est, Benjamin Netanyahu a réaffirmé que son pays cherchait à obtenir le statut d'observateur au sein de l'Union africaine. Avec ses déplacements en Afrique, il cherche à convaincre les pays du continent de soutenir Israël au sein des institutions internationales telles l'ONU, où ce pays est vivement critiqué pour l'occupation des territoires palestiniens.

Libye

Les autorités libyennes basées à Tripoli, en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ont organisé le rapatriement par avion de cent quarante migrants nigériens. Plaque tournante des migrants qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer à la recherche d'une vie meilleure, la Libye est particulièrement sous le feu des critiques depuis quelques semaines, après la diffusion d'un documentaire montrant des migrants africains vendus comme esclaves près de Tripoli. L'OIM et le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés ont affirmé vouloir y remédier en « vidant ces centres » où se trouveraient environ quinze mille personnes. Les opérations de rapatriement devraient s'intensifier pour passer à quatre vols par semaine contre deux actuellement.

Burkina Faso

Le Burkina Faso inaugure sa première centrale solaire, considérée comme la plus grande de l'Afrique de l'ouest. Financée par un consortium de bailleurs de fonds et l'Etat burkinabè à plus de quarante-sept millions d'euros, la centrale photovoltaïque de Zagtoui – près de soixante hectares- dont la construction s'est étalée sur deux ans, vient appuyer l'offre énergétique au pays des Hommes intègres. Cette centrale a une puissance pic de trente-trois mégawatts, avec un projet à court terme d'extension à cinquante mégawatts. Le pays vise 30% de solaire dans le bouquet énergétique pour résoudre le déficit. La centrale de Zagtoui est le premier pas d'un important virage du gouvernement burkinabè vers les énergies renouvelables pour mieux fournir l'électricité.

Zimbabwe

Le nouveau président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a lancé un ultimatum de trois mois aux entreprises et aux particuliers pour rapatrier tous les capitaux illégalement sortis du pays qui est englué dans une crise économique catastrophique. A l'expiration de ce délai, les autorités « procéderont à l'arrestation de tous ceux qui n'ont pas respecté cette directive et les traduiront devant la justice ». En crise depuis une funeste réforme agraire lancée au début des années 2000, le Zimbabwe manque cruellement de liquidités. Les retraits sont sévèrement limités et le gouvernement peine chaque mois à payer ses fonctionnaires. Le gouvernement a entrepris, il y a maintenant un an, une nouvelle monnaie sous la forme de « billets d'obligation » pour tenter d'enrayer la fuite vers l'étranger du dollar américain, sa seule devise officielle, mais sans grand succès.

Nigeria

La maison du fondateur de la secte islamiste Boko Haram, Mohammed Yusuf, devenue un groupe jihadiste sanglant, sera transformée en musée, a annoncé un membre du gouvernement, qui espère perpétuer le devoir de mémoire d'un conflit qui ravage le Nigeria depuis près de dix ans. Le 'Markaz' (centre, en arabe) rassemblera « tous les objets en lien avec l'insurrection ». Un moyen de « documenter, préserver et archiver l'histoire » du Nigeria. Le centre coranique est en ruine depuis que l'armée nigérienne l'a envahi, en juillet 2009, dans un raid qui a duré six jours, et fait près de huit cents morts, dont Mohammed Yusuf, quelques jours plus tard alors qu'il était en détention.

Sources: AFP

MUSIQUE

Fanie Fayar au concert de Youssou Ndour

L'artiste musicienne congolaise, médaillée d'or aux jeux de la francophonie 2017 à Abidjan, bénéficie d'un suivi de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Elle a été invitée à jouer au concert dénommé Grand ball de l'artiste de renom sénégalais, le 18 novembre, à Aréna Bercy de Paris, en France.

« C'est une grâce pour moi d'être parmi les invités de ce grand artiste de renom, et de faire la première partie du concert. Je bénéficie, en tant que lauréate des jeux de la francophonie, de l'accompagnement de l'OIF. Toutes les fois que j'aurai une tournée et que je n'aurai pas de billet d'avion, l'OIF se doit de me le payer », a indiqué Fanie Fayar.

Auteure, compositrice et interprète, l'artiste a apprécié favorablement le dynamisme de la star sénégalaise. « Youssou Ndour est un homme qui travaille beaucoup, malgré son âge, il est très performant et endurant sur scène. Il a passé pratiquement quatre heures



fatigue. Cela m'a encouragée à beaucoup travailler.

Ce qui m'a encore incitée lorsqu'il m'a dit, « je ne te

félicite pas parce que tu es encore jeune, tu as un long parcours à faire », a fait savoir Fanie Fayar.

Au cours de ce concert, elle a chanté ses deux chansons (Kolela té et Ulabula) qui figurent dans son prochain album intitulé Boyamba ngai dont la présentation est prévue en janvier 2018, à l'Institut français (IFC) de Pointe-Noire, et en février à l'IFC de Brazzaville. L'opus compte huit titres, à savoir Boyamba ngai, Kolela té, Kani muntu, U labula, Mbe nibo, Bakana sega, Zampa singuila, Madima feat avec Moussoki, le médaillé d'or en conte et conteur aux jeux de la francophonie.

Fanie Fayar plonge dans la musique de fusion. Elle fait une carrière solo et chante en plusieurs langues. La talentueuse participera, du 1er au 4 février, à la 14^e édition du festival sur le Niger qui se déroulera à Ségou, au Mali. Elle a besoin du soutien matériel pour bien faire ses répétitions. « Nous ne possédons pas d'espace ni

de matériel pour répéter », déclare-t-elle. Notons qu'elle a joué à la célébration du 40^e anniversaire de Cerdotola, du 9 au 14 octobre 2017 à Yaoundé, au Cameroun. Fanie Fayar débute sa carrière de chanteuse en 1996, dans une chorale à Brazzaville dont elle fait toujours partie. Elle a participé, en 2001, au Marché des arts du spectacle africain (Masa) à Abidjan en Côte d'Ivoire; remporte en 2007 le prix découvert et le prix spécial du jury Tam-tam d'or. L'artiste a participé à la première édition de la scène internationale des voix de Fame, au salon des chanteuses de la forêt du 22 au 25 mars 2017, événement dédié à la promotion et à la valorisation des chanteuses d'Afrique centrale.

Elle est invitée à la 10^e édition du Masa, prévue du 10 au 17 mars 2018 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. L'artiste anime, depuis 2014, les cours de chants. Fanie Fayar a remercié tous les Congolais qui reconnaissent son travail.

Rosalie Bindika

Arrêt sur image



Les touristes chinois visitant le Musée Galerie du Bassin du Congo

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Feu le commandant Thierry Thystère Ngabié honoré par ses frères d'armes

La 22^e promotion des élèves officiers d'active de l'Académie militaire Marien-Ngouabi est baptisée du nom de l'officier tombé au champ d'honneur, le 18 avril 2017, dans le département du Pool.

Les soixante-seize élèves officiers d'active dont trois de sexe féminin et un Gabonais, formant la « Promotion commandant Thierry-Thystère-Ngabié », viennent de terminer la première année de leur formation à l'Académie militaire Marien-Ngouabi. Selon des résultats rendus publics à l'occasion de la cérémonie de baptême de cette promotion, le 25 novembre, tous ont passé avec brio la phase de la formation commune de base qui s'est déroulée du 6 janvier au 16 novembre. Ils sont donc admis à poursuivre leur formation en deuxième année et sont désormais aptes à commander un groupe de combat, estiment leurs encadreurs.

« Passant en deuxième année, cette promotion aura, à l'instar des promotions antérieures, la lourde responsabilité de porter, à compter de ce jour, le nom d'un parrain. Celui qui s'identifie à cette promotion est un illustre officier disparu dans les circonstances qui donnent une résonance particulière et en



La cérémonie de baptême de la 22^e promotion de l'Académie militaire Marien-Ngouabi; crédit photo/Adiac

appelle à une intériorisation du sens du devoir et du sacrifice », a indiqué le commandant de l'Académie militaire, le colonel Jean Libali.

D'après lui, les élèves officiers constituant cette promotion devront, dès lors, se comporter d'une manière exemplaire, s'ils veulent intégrer dans l'honneur et la dignité la grande lignée des anciens de cette école. Il espère que l'esprit de cet éminent soldat illuminera, à coup sûr, la voie qu'ils vont chacun se tracer. « A vous les élèves officiers de la 22^e promotion, il vous reste encore un bout de chemin à parcourir avant de triompher comme vos

anciens de la 21^e. Pour cela, il faut que vous donniez le meilleur de vous-mêmes dans les différentes tâches et responsabilités qui vous seront confiées par votre encadrement et surtout ne lâchez pas prise quoi qu'il arrive », a exhorté le colonel Jean Libali.

Qui était le commandant Thierry Thystère Ngabié ?

Né le 22 février 1976 à Brazzaville, Thierry Thystère Ngabié, titulaire d'un baccalauréat technique, série G3, a souscrit un engagement volontaire dans les Forces armées congolaises, vague A, le 2 janvier 1998, alors qu'il était âgé de 22

ans. En 2000, il suit un stage de chef de groupe d'infanterie commando. Il est admis à suivre, la même année, le stage des cadres de contact au Centre de formation de l'unité commando avant d'être nommé successivement sergent puis aspirant. Affecté au Groupement para-commando (GPC) en mars 2001, il sera promu, un mois après, au grade de sous-lieutenant. En avril 2004, il est nommé lieutenant, en juillet 2008, capitaine et en janvier 2014, commandant.

Dans sa carrière militaire, le commandant Thierry Thystère Ngabié a occupé plusieurs fonctions. Chef de la deuxième section de

la première compagnie du GPC de novembre 2000 à novembre 2004, il a occupé les mêmes fonctions de novembre 2004 à décembre 2008 à la première section. Il fut aussi commandant de la deuxième compagnie du GPC. De décembre 2012 à mars 2015, il était le chef de la division sécurité militaire du GPC avant d'être nommé en mars 2015, adjoint logistique du GPC. Thierry Thystère Ngabié était également un encadreur car il a été directeur adjoint du CAT 2, option commando, à Bilolo et directeur du CAT 1 option troupes aéroportés toujours à Bilolo.

Il est mort en mission commandée, le 18 avril dernier, aux environs du village Hérla, situé à mi-chemin entre les sous-préfectures de Kindamba et Vindza, dans le département du Pool, alors qu'il n'avait que 41 ans. Pour rappel, cette attaque des Ninjas Nsiloulous du pasteur « Ntumi » avait fait neuf victimes dont huit militaires et un civil. Lors de la cérémonie d'hommage organisée le 27 avril, au stade Michel d'Ornano de Brazzaville, le commandant Thierry Thystère Ngabié avait été décoré au grade d'officier dans l'Ordre national de la paix.

Parfait Wilfried Douniama

L'INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (IFDD) APPORTE SON SAVOIR-FAIRE AUX CADRES DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC)

Il s'est tenu du 17 au 19 octobre 2017, dans les locaux du Siège de la BDEAC, un atelier de formation sur la prise en compte et les interactions des Objectifs de Développement Durable (ODD) / climat dans les projets et programmes de développement. Cet atelier a été organisé par la BDEAC en partenariat avec l'IFDD.

L'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) est un organe subsidiaire de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui comprend 84 États et Gouvernements membres dont les 6 pays membres de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) qui assurent la tutelle de la BDEAC. L'IFDD est par conséquent un instrument de coopération des pays membres de la CEMAC qui complète les actions de la BDEAC. En effet, l'IFDD a pour mission de renforcer les capacités des États et gouvernements membres pour leur participation aux négociations internationales et dans la mise en œuvre des accords en matière d'environnement et du développement durable qui en découlent. C'est fort de sa longue expérience et de multiples outils développés et largement connus que l'IFDD a donné une suite favorable à cette requête de la BDEAC. L'objectif général de l'atelier était de familiariser les cadres de la BDEAC, mais également les points focaux fonds vert et bleu de ses États membres ainsi que les cadres des institutions partenaires (CEMAC, PEAC,



CBLT, CICOS, COMIFAC, CEEAC), aux enjeux des principaux accords internationaux pris par la communauté internationale en matière d'environnement et de développement durable, et plus spécifiquement de l'Agenda 2030 des Nations Unies et des ODD, ainsi que de l'Accord de Paris sur le Climat.

Au cours de la cérémonie d'ouverture de cet

atelier, Monsieur Jean-Pierre Ndoutoum, Directeur de l'IFDD, a rappelé dans son allocution la nécessité d'une solidarité planétaire et d'une mondialisation efficace des

partenariats pour répondre à la mondialisation des défis. Il a évoqué le potentiel partenariat stratégique à développer entre l'IFDD et la BDEAC. En effet, les réflexions débütées lors de cet atelier, ont abouti le 15 novembre 2017 à Bonn, en marge de la 23^{ème} Conférence des Parties (COP23), à la signature d'un protocole d'entente de partenariat entre l'OIF et la BDEAC.

ENERGIE ÉLECTRIQUE

Ouesso boude les compteurs prépayés

Le directeur général de la Société nationale d'électricité (SNE), Louis Kanoha Elenga, a saisi les parlementaires de la Sangha afin qu'ils puissent convaincre leurs mandants à adhérer au programme gouvernemental d'installation des instruments modernes de facturation de la consommation électrique sur l'ensemble du territoire national.

Réunis à Brazzaville, le 27 novembre, autour du député de Ouesso 2, Leonidas Carrel Motom Mamoni, les parlementaires du département de la Sangha ont tourné et retourné, dans tous les sens, les motivations réelles justifiant le refus d'installation des compteurs prépayés par la population de la ville de Ouesso.

Selon des informations mises à la disposition d'un parlementaire, les habitants du chef-lieu du département de la Sangha sont réticents à l'installation de ces instruments modernes de facturation de la consommation électrique, parce qu'ils sont habitués à la paie



Les parlementaires de la Sangha

au forfait qui semble être plus avantageuse pour eux.

Cet argument n'a pas convaincu l'ensemble des parlementaires. Ils ont soutenu que l'opération d'installation des compteurs, qui a déjà commencé dans certains quartiers de Brazzaville, s'inscrit dans le cadre du programme du gouvernement relatif aux réformes envisagées dans les entreprises publiques et parapubliques. Par

ailleurs, répondant aux questions des journalistes, après la réunion, le député de Ouesso 1, Accel Arnaud Ndinga Makanda, a relevé que la SNE a manqué de réaliser, en amont, un travail d'information et de sensibilisation de la population de Ouesso à l'opération de pose de compteurs prépayés, au regard, entre autres, de la situation économique et financière que traverse le pays actuellement.

Néanmoins, a-t-il renchéri, rien n'est encore perdu. Car, a-t-il ajouté, les parlementaires de la Sangha vont s'associer aux responsables de la société en vue d'amener la population à comprendre le bien-fondé de cette opération.

A la question de savoir pourquoi la paie des factures d'électricité est mensuelle à Ouesso et bimensuelle à Brazzaville, Accel Arnaud

Ndinga Makanda a répondu que la gestion des quatre mille cents clients de cette ville est plus facile que celle de nombreux ménages de Brazzaville. De plus, a-t-il expliqué, en dehors de Brazzaville et Pointe-Noire où les clients paient bimensuellement les factures d'électricité, dans les autres localités, le paiement est mensuel.

Rappelons que les prestations de la SNE ne sont pas bien appréciées par la population dans la majorité des villes congolaises. A Brazzaville, par exemple, en dépit de la mise en service du barrage d'Imboulou, le phénomène de délestage persiste et l'électricité est de mauvaise qualité.

En outre, on dénombre des quartiers entiers exempts de la paie des factures d'électricité à cause, dit-on, de l'enclavement ou d'autres raisons. De plus, les clients notent le caractère aléatoire de la facturation tant les agents de la SNE passent rarement dans les ménages pour relever les index de consommation.

Roger Ngombé

EDUCATION

La langue russe en voie d'être vulgarisée au Congo

L'ambition est exprimée par Le Club des anciens étudiants de Russie (CAER) qui, pour atteindre un plus grand nombre d'apprenants, entend organiser un concours dénommé « Pouchkin ».



Les membres du CAER après l'excursion/crédit photo/DR

Soucieux de la vulgarisation des activités du Centre culturel russe et de la promotion de la langue dans les écoles de Brazzaville ainsi que dans le reste du pays, le CAER vient d'organiser une excursion au profit des élèves du collège Anne-Marie-Javouhey, du lycée Chaminade et de l'école Atlas. « Cette excursion est le premier pas de notre projet qui aboutira au concours devant primer les meilleurs élèves de la langue russe dans les lycées de Brazzaville et sur toute l'étendue du territoire national. C'est pourquoy, j'appelle les élèves qui apprennent la langue à fournir plus d'efforts car nous reviendrons vers eux », a indiqué le président du CAER, Darel Nganou Mongo, dont l'ambition est d'inciter les jeunes à apprendre cette langue au Congo.

Pour lui, le constat sur le nombre

d'élèves qui apprennent le russe dans les écoles congolaises est amer, alors que le pays compte actuellement plus de huit mille cadres formés en ex-Union soviétique et en Fédération de Russie. Il justifie également son initiative par le fait que les étudiants du Congo éprouvent souvent d'énormes difficultés en cette langue dès leur arrivée en Russie. « Cela représente un nombre non négligeable dans notre population et la coopération historique entre nos deux Etats, dans le cadre des affaires, de la politique et l'enseignement supérieur représente un atout majeur. Ainsi, j'exhorte l'élève congolais à l'apprentissage de la langue russe pour la continuité de ses études en Russie et créer un climat qui attire les investisseurs russes au Congo », a-t-il invité.

Parfait Wilfried Douniama

TIC

Le logiciel Newschool pourra s'imposer dans les écoles congolaises

Le Startup new corporation et l'organisation juvénile dénommée Front des élèves et étudiants du Congo (Feec) ont signé, le 29 novembre à Brazzaville, un protocole d'accord pour la mise en œuvre de l'application «Kelasi ya sika», autrement dit Newschool, en anglais.

Le logiciel fabriqué par New Corporation envisage d'archiver et numériser tous les fichiers de tous les trois ministères de l'Enseignement y compris ceux de l'Université Marien-Ngouabi.

L'usage de ce logiciel permet de gérer les informations de près d'un milliard d'élèves, notamment la délivrance automatique des attestations ou certificats de fréquentation, les relevés de notes, les reçus de paiement et autres documents.

Il intègre également les activités scolaires dont la gestion des horaires, des ressources humaines, des statistiques sur les paiements des frais et les rendements intellectuels.

Cette louable initiative est appréciée par le président du Feec, Ange Boukongou, en ces termes : « Il permet de relier

les parents à la vie scolaire ou académique de leurs enfants, grâce à un compte parental comprenant les fonctionnalités comme la consultation en temps réel du comportement de son enfant lors de chaque cours ».

Rappelons qu'une startup est une nouvelle entreprise innovante, généralement à la recherche d'importants levées de fonds d'investissement, avec un très fort potentiel éventuel de croissance économique et de spéculation financière sur sa valeur future.

Fortuné Ibara

INSTITUT NATIONAL DES AVEUGLES DU CONGO

Renforcement des capacités du personnel en braille ordinaire et abrégé

Le séminaire, organisé du 27 novembre au 12 décembre à Brazzaville, avec l'appui du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), vise à promouvoir l'outil de travail et ses applications auprès des apprenants.

Destiné à former vingt-neuf enseignants et le personnel non enseignant de l'Institut national des aveugles du Congo (INAC), l'atelier s'adressera également aux chargés des programmes d'itinérance à l'Université Marien-Ngouabi et aux stagiaires évoluant dans la classe d'initiation au braille. Selon les statistiques, la majorité des enseignants nouvellement affectés à l'INAC ne maîtrise pas le braille ordinaire et abrégé. Pour le directeur général des Affaires so-

ciales, Christian Mabilia, les élèves non-voyants éprouvent des difficultés quant à leur intégration scolaire, surtout dans la maîtrise du braille.

« Cette formation est la bienvenue, car au sortir de celle-ci, enseignants et non-enseignants apprendront de nouvelles méthodes et techniques pour mieux maîtriser le braille. Indirectement destinée aux élèves déficients visuels, elle les aidera à maîtriser également cet outil indispensable », a sou-

ligné Christian Mabilia.

En effet, après deux cents ans et en dépit de toutes les controverses, le braille demeure, a-t-on appris, un outil indispensable pour tout aveugle désireux de réussir son insertion socioprofessionnelle. Mais le braille abrégé et ses applications sont assez limités. « Faute d'apports nouveaux, cette situation va conduire à une catastrophe tant au niveau de l'unique institution spécialisée du pays, notamment l'INAC, que pour les utilisateurs du braille », a conclu le directeur général des Affaires sociales.

P.W.D.

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

L'Africa digital academy lance sa première édition

Quinze entrepreneuses actives prennent part à la formation gratuite sur la création et la gestion des sites Internet, ouverte le 28 novembre à Pointe-Noire.

L'activité organisée par Congo web agency (Agence conseil en communication) et l'Amid Congo (Association de Mpaka pour l'intégration et le développement) se déroule sur le thème : « L'entrepreneuriat au féminin ». Architectes, créatrices de mode, décoratrices, journalistes, écrivaines et autres ayant des projets personnels vont apprendre à créer et gérer un blog professionnel, un site Internet dynamique ou une petite boutique en ligne avec le logiciel WordPress.

Pendant quatre jours, les participantes vont plancher sur le logiciel World press, la création des pages et des articles, le référencement et le Seo, les indicateurs de performances, le projet personnel, etc.

Cette formation qui va renforcer leurs capacités en matière des TIC (Technologie de l'information et de la communication)



Une vue des participantes

leur permettra d'innover, de créer des contenus de qualité afin de booster leurs activités et ainsi tirer profit des potentialités du numérique.

L'objectif d'Africa digital academy, a rappelé Kriss Brochec, responsable de Congo web agency et de l'Amid, est d'aider les

professionnels, les organisations, les communautés, les corps de métiers et autres à tirer profit des gains de temps, de productivité, d'opportunités et d'affaires qu'offre le numérique. Par cet événement, Congo web agency et l'Amid entendent « aider la population à s'appropriier le digital afin

d'en faire des acteurs numériques autonomes et responsables ».

De ce fait, après la première édition consacrée aux entrepreneuses, les deux structures prévoient d'autres éditions pour les artistes et opérateurs culturels au mois de janvier; pour les opérateurs touristiques et sur les techniques de recherche de l'emploi sur Internet en avril; sur les outils du numérique en formation au mois de mai. Les deux structures prévoient aussi le remix de la formation des entrepreneuses à Brazzaville au mois de mars (mois de la femme). La clôture de la 1re édition de l'Africa digital academy

sera marquée par une cérémonie de certification qui aura lieu le 2 décembre. Au cours de celle-ci, les travaux des participantes seront présentés ainsi que leurs produits.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

CÉLÉBRATION

La ville océane a fêté les 59 ans de la proclamation de la République

Les retrouvailles ont eu lieu, le 28 novembre, en présence du préfet de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka, qui était accompagné des représentants des pays étrangers et de diverses autres autorités civiles et militaires du département.



La tribune officielle de la cérémonie

Quelques orateurs intervenus au cours de la rencontre ont axé leurs discours sur quelques points importants qui ont marqué l'histoire du peuple congolais depuis la colonisation. En effet, les notions de colonialisme, du code de l'indigénat, de l'arrivée du colonisateur sur le sol congolais et autres ont été abordées par les différents orateurs. S'exprimant à cette occasion, le préfet de Pointe-Noire a exhorté les participants à suivre les exemples de l'unité, du travail bien fait, de détermination et du sens de responsabilité exprimés par les pères de l'indépendance congolaise. Ces qualités ont, selon lui, fortement contribué à l'émancipation du pays.

Cette cérémonie a été aussi marquée par la distribution aux participants du portrait du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso. Un portrait où l'on pouvait lire les principes et symboles de la République, notamment la République du Congo est un État de droit, souverain, unitaire et indivisible, décentralisé, laïc et démocratique ; le principe de la République du Congo est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ; l'emblème national est le drapeau tricolore vert, jaune, rouge (loi constitutionnelle n°8 du 18 août 1959) et autres.

La fin de la rencontre a été marquée par une visite guidée des photos des anciens parlementaires congolais par l'ensemble des officiels, suivie d'un apéritif offert pour la circonstance. Au niveau national, les cinquante-neuf ans de la République du Congo ont été fêtés sous le signe du travail.

Séverin Ibara

MUSIQUE

Les artistes ponténégrins vont rendre hommage à la soul américaine

« A song for you », tel est le nom du spectacle qui va être donné à l'Institut français du Congo (IFC) de Pointe-Noire, le 2 décembre, afin d'honorer la soul américaine.

Les plus belles voix de Pointe-Noire vont glorifier la soul américaine à travers le répertoire de Roberta Flack et de Donny Hathaway, un spectacle qui va être marqué d'émotion et surtout de nostalgie. Les artistes, comme Berléa, Ety, Mixel et Akah, partageront leur émotion et leur admiration pour ces deux icônes américaines avec le public. Accompagnés de l'orchestre « Pointe-Noire All Stars » composé de Baurdier Deckerpel au piano, Gabin Iwangou à la basse, Romaric Nzaou à la batterie et Bertrand Makenga à la guitare, ces derniers vont faire découvrir ou redécouvrir au public ponténégrin les deux géants de la musique Soul, dont les chansons restent éternelles. Interprétations inédites, textes surprenants, ferveur et émotion, tels sont les principaux ingrédients attendus pour cet événement.

Pour la petite histoire, Roberta Flack et Donny Hathaway se rencontrent à l'université de Howard. Musiciens surdoués aux voix incomparables, ils partagent une passion mêlant gospel et musique classique, dont on ressent les influences dans leurs lignes de chant claires et puissantes.



Roberta Flack et Donny Hathaway crédit photo «DR»

Leur amitié scellée quand ils étaient étudiants est brutalement interrompue à la mort, à l'âge de 34 ans, de Donny Hathaway. Roberta Flack en est resté inconsolable. L'amour est l'un des thèmes forts de leurs répertoires communs ou personnels. Nombre des chansons de Donny Hathaway sont aussi le reflet des problèmes sociaux que vit la communauté afro-américaine dont lui et Roberta Flack sont issue, telles que Little Ghetto boy (petit garçon du ghetto), ou Someday we'll be free (un jour, nous serons tous libres).

Tous deux restent à jamais des icônes de la musique soul américaine. Née de la fusion du gospel rural et du rhythm'n blues à l'énergie plus urbaine, la soul lie intimement émotion sacrée et thèmes profanes et a été un élément identitaire fort de la jeunesse afro-descendante, alors que le rock était plus prisé par les jeunes blancs. La soul s'efface au profit du disco à la fin des années 80, mais elle a acquis une place de référence dans la musique populaire et continue d'inspirer de nombreuses stars actuelles de variété internationale. On se souviendra encore de l'élégance et du swing inouï de Donny Hathaway, l'une des voix les plus prenantes et les plus touchantes du genre, un artiste qui avait les faveurs du public et ayant connu ses plus beaux jours avec la musique. On se rappelle aussi de son plaisir évident à faire

raisonner sa voix, une voix pouvant, sur des sujets sociaux, prendre des accents de colère. Pendant ce spectacle hommage, les jeunes artistes de Pointe-Noire vont revisiter à leur façon le répertoire qui jalonne la carrière de ces deux artistes, en faisant voyager le public dans les vibrations chargées d'émotion et de groove de cette sublime musique de « l'âme » qui est la soul.

Hugues Prosper Mabonzo